

Rapport Concours Cachan 2015, Economie, épreuve écrite d'admission

Jury : Maelys de la Rupelle, Claire Loupias, Thomas Vendryes, Jean De Beir (Coordinateur).

Le jury comportait deux nouveaux membres par rapport à l'an dernier : Claire Loupias et Thomas Vendryes. Le jury n'a pas modifié la politique adoptée ces dernières années.

Sujet : Quelle place pour les politiques conjoncturelles aujourd'hui ?

- Nombre de candidats concernés : 340
- Nombre de candidats présents : 299
- Nombre de candidats absents : 41
- Nombre de copies blanches : 1
- Nombre de copies corrigées : 299
- Note minimum : 0/20
- Note maximum : 20/20
- Moyenne : 10,0
- Ecart-Type : 4,2

Ce sujet s'inscrivait dans le programme du concours et traitait d'une thématique abondamment discutée dans l'actualité et qui a semblé intéresser nombre de candidats. Nous voudrions souligner le faible nombre de copies indigentes (seulement 30 notes inférieures ou égales à 3/20 soit 10%) et la très bonne qualité d'ensemble des copies. Nous avons trouvé tous les éléments auxquels nous nous attendions sur l'ensemble des copies, mais aucune copie en soi n'a repris à elle seule tous les éléments attendus. De telle sorte que la note maximale était initialement de 17 et la moyenne de 7. Nous avons été amenés à remonter les notes pour les caler sur une moyenne de 10 et une note maximale de 20/20.

Il y a eu peu de copies hors sujet, les politiques conjoncturelles étant un thème connu de tous. La difficulté résidait dans le fait que le jury attendait aussi bien de solides connaissances théoriques qu'une bonne mise en perspective historique et théorique des faits.

Le sujet ne présentait pas de piège dans ses termes. La majorité des copies respectait les bases de la dissertation (introduction, deux ou trois parties et conclusion). L'introduction comprenait bien en général une accroche (relative à l'histoire ou l'actualité), la définition des termes du sujet, un paradoxe expliquant la problématique et une annonce de plan. Les accroches étaient plus ou moins pertinentes. Les plus fréquentes furent : la crise des *subprimes* 2007-08, Mario Draghi et la politique monétaire de la BCE... L'analyse des mots « place » ou « aujourd'hui » a souvent été omise. Le terme « aujourd'hui » a été peu discuté, alors que la mise en perspective des politiques conjoncturelles dans le contexte actuel était un attendu important du sujet. Il en a été de même pour le terme « place ». Certains ont confondu

le sujet avec « Quelle doit être la place de l'Etat dans l'économie ? ». Par ailleurs, il y a des annonces de plans qui sont très confuses sur le fond comme sur la forme. Certaines copies qui avaient l'air très prometteur ne comportaient que l'introduction. En revanche, les introductions de parties étaient très souvent absentes : elles se résumaient tout au plus à l'annonce des sous-parties.

Beaucoup de copies reprennent un grand nombre des éléments attendus : politique monétaire et budgétaire, IS-LM, trappe à liquidité, contrainte due à un niveau élevé de dette publique, coordination entre les politiques budgétaire au niveau européen et la politique monétaire décidée pour la zone euro, l'opposition entre la politique conjoncturelle et la politique structurelle. Beaucoup moins de copies font le lien entre la théorie et la situation actuelle. Certaines d'entre elles ont fait référence aux théories des choix publics et des cycles électoraux. En général, le débat sur l'évolution de la courbe de Phillips, via l'évolution des hypothèses d'anticipations (adaptatives puis rationnelles) a été très bien amené et compris. Il en va de même pour le lien entre les anticipations rationnelles et l'équivalence ricardienne. En revanche, les liens avec le débat règles vs politiques discrétionnaires ont souvent révélé de graves confusions dans l'esprit des candidats, un trop grand nombre d'entre eux tendant à confondre règles et problèmes structurels d'une part, et choix discrétionnaires et politiques conjoncturelles, d'autre part. De même, certains étudiants confondent les questions conjoncturelles et structurelles de telle sorte qu'ils attribuent les phases basses du cycle à des défaillances du marché. Des copies distinguent bien les aspects dépenses publiques des aspects fiscaux et les deux multiplicateurs correspondants. Par ailleurs, certaines ont très bien compris les conséquences de l'ouverture des économies sur les politiques de relance budgétaire non coordonnées, même si dans le cadre du programme (en économie fermée) cette question ne peut être appréhendée que dans le contexte européen.

Il y a des copies qui reflètent une bonne compréhension du sujet, mais malheureusement aucune d'entre elles n'a très bien traité à la fois les aspects monétaire et budgétaire. Nous avons eu cependant de très bonnes copies avec des raisonnements approfondis sur l'un des deux aspects (les problèmes de trappe à liquidité ou la question de la soutenabilité de la dette).

Le jury a beaucoup apprécié les copies qui exposaient bien les limites de la politique monétaire liées à la trappe à liquidité et celles de la politique budgétaire dues au niveau d'endettement public et à la contrainte extérieure. Il a aussi valorisé celles qui ont insisté sur les difficultés liées aux niveaux de décisions (la politique monétaire étant appliquée au niveau de la zone euro et la politique budgétaire au niveau des Etats) et aux problèmes de coordination que cela implique pour assurer l'efficacité d'éventuelles politiques de relance en économie ouverte. Certains candidats ont fort à propos avancé deux autres limites constituées par les cycles électoraux et l'équivalence ricardienne.

Des plans « bateau » ont été proposés avec plus ou moins de succès : point de vue normatif/pratique ou arguments théoriques/contraintes institutionnelles. Le plan court terme/long terme était, compte tenu du sujet, totalement à proscrire.

Une problématique répondant au sujet peut être la suivante : peut-on considérer que les politiques conjoncturelles sont toujours efficaces dans le cadre de la crise actuelle ?

Nous proposons un plan possible, parmi d'autres :

1. Une politique conjoncturelle susceptible de réguler l'activité économique
 - 1.A. La caractérisation de la politique conjoncturelle
 - 1.B. La politique conjoncturelle a été conçue dans un certain contexte macroéconomique
2. La politique conjoncturelle est relativement contrainte dans le contexte actuel
 - 2.A. Un *policy mix* contraint par la trappe à liquidité, un multiplicateur faible en économie ouverte (entre pays européens) et le niveau de la dette publique
 - 2.B. Un problème de coordination entre la BCE et des politiques budgétaires, entre les différents Etats de l'Union européenne

Plusieurs points négatifs ont été soulignés par les correcteurs.

- 1) De façon générale, bon nombre d'étudiants ont une très mauvaise connaissance de la politique monétaire (même traditionnelle). Certains confondent les taux directeurs de la Banque Centrale et les taux longs, d'autres parlent d'inflation galopante au lieu d'inflation faible voire de déflation dans la trappe à liquidité.
- 2) Peu d'étudiants citent Krugman, 2012, « Sortez nous de cette crise... MAINTENANT ! », Flammarion.
- 3) La courbe de Phillips est extrêmement souvent mal orthographiée et souvent mal tracée (elle ne traverse pas l'axe des abscisses faisant disparaître la partie déflation en cas de chômage élevé).
- 4) On a glissé sur les détails du type « les taux directeurs de la Banque Centrale sont toujours positifs », même si maintenant le taux plancher est négatif.
- 5) Les graphiques sont un énorme plus lorsqu'ils sont justes, mais ils desservent le candidat lorsqu'ils sont faux.
- 6) Certains étudiants se croient encore sous Greenspan, président de la Fed entre 1987 et 2006...

7) Quelques perles :

- a. « Le *shadow banking system* est une activité clandestine... » Evidemment ce n'est pas le cas, même si son développement permet d'éviter en partie l'application de la loi bancaire.
- b. « Credit tusing (teasing ?) et quantitaty vising » en lieu et place de *credit easing* et *quantitative easing*.
- c. « La FED et les banques centrales vont racheter avec la monnaie banque centrale des créances, même les plus douteuses, ce qui va revenir à blanchir de l'argent d'une certaine manière. »

En ce qui concerne les détails positifs, le jury a été très heureux de voir mentionner :

- 1) Le vieillissement de la population dans les problèmes structurels
- 2) *La règle de Taylor*
- 3) La politique monétaire non conventionnelle
- 4) Le fait que la Fed est actuellement présidée par Janet Yellen (et non par Paul Volcker, Alan Greenspan ou Ben Bernanke).